



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.755/4
du 12 octobre 2022

advies 71.755/4
van 12 oktober 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux exigences en matière de
localisation concernant les
réseaux 5G'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de eisen
inzake lokalisatie wat de
5G-netwerken betreft'

Le 22 juin 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 17 octobre 2022 *, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux exigences en matière de localisation concernant les réseaux 5G'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 octobre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 octobre 2022.

* Par courriel du 22 juin 2022.

*

Op 22 juni 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 17 oktober 2022 *, een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de eisen inzake lokalisatie wat de 5G-netwerken betreft'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 oktober 2022.

* Bij e-mail van 22 juni 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La fixation des règles envisagées par le texte en projet repose sur des éléments de haute technologie en matière de communications électroniques, relatifs, en particulier à la conception, la construction, la mise en place, le fonctionnement et le suivi des réseaux 5G, ainsi qu'aux services prestés grâce à ces réseaux.

Faute d'une connaissance particulière des aspects éminemment techniques et technologiques qu'envisage le projet, et des données concrètes à prendre en considération, et n'ayant par ailleurs pas la possibilité juridique d'organiser un débat contradictoire à ce sujet, la section de législation ne peut que prendre acte des explications données, sans pouvoir se prononcer, dans chacun de leurs aspects, sur la pertinence et l'admissibilité juridique des règles dont l'adoption est envisagée.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Selon les informations communiquées par la déléguée de la Ministre, l'intention de l'auteur du projet est de procéder à la notification dans le cadre de l'article 2.9 de l'Accord 'relatif aux obstacles techniques au commerce' fait à Genève le 12 avril 1979, une fois le texte en projet le cas échéant modifié à la suite de l'avis de la section de législation, et ce, aux fins de notifier une version définitive du projet.

L'auteur du projet veillera donc à l'accomplissement de cette formalité, préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet, selon la procédure et dans les délais prévus par l'article 2.9 ¹.

¹ Cet article dispose comme suit :

« 2.9 Chaque fois qu'il n'existera pas de normes internationales pertinentes, ou que la teneur technique d'un règlement technique projeté ne sera pas conforme à celle des normes internationales pertinentes, et si le règlement technique peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres :

2.9.1 feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées dans d'autres Membres d'en prendre connaissance, un avis selon lequel ils projettent d'adopter un règlement technique déterminé ;

2.9.2 notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par le règlement technique projeté, en indiquant brièvement son objectif et sa raison d'être. Ces notifications seront faites assez tôt, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte ;

2.9.3 fourniront, sur demande, aux autres Membres des détails sur le règlement technique projeté ou le texte de ce projet et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes internationales pertinentes ;

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans son avis n° 69.160/4 donné le 6 mai 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 17 février 2022 ‘modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d’introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G’, loi qui a remplacé l’article 105 de la loi du 13 juin 2005 ‘relatives aux communications électroniques’, la section de législation a observé notamment ce qui suit :

« L’avant-projet à l’examen instaure plusieurs restrictions dans le cadre du déploiement des réseaux et de l’exploitation des technologies mobiles de cinquième génération, à savoir :

– l’obligation pour les ‘Mobile Network Operator’ de disposer d’une autorisation préalable pour pouvoir utiliser certains éléments de leur réseau (article 105, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet) ; l’avant-projet prévoit la possibilité d’étendre l’obligation à d’autres catégories d’entreprises (article 105, § 2, 1^o et 2^o, en projet) ;

– l’obligation d’introduire une demande de régularisation dans le cas où l’utilisation de certains éléments des réseaux des ‘Mobile Network Operator’ est effective au moment de l’entrée en vigueur de l’arrêté royal visé à l’article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet (article 105, § 1^{er}, alinéa 4, en projet) ;

– l’obligation selon laquelle le réseau mobile d’un ‘Mobile Network Operator’ d’une génération ultérieure à la quatrième génération doit se trouver sur le territoire de l’Union européenne et être géré, exploité, configuré et supervisé à partir de ce territoire (article 105, § 1^{er}, alinéa 5, en projet) ; l’avant-projet prévoit la possibilité d’étendre la même obligation à d’autres catégories d’entreprises (article 105, § 2, 5^o, en projet) ;

– la possibilité d’imposer l’obtention d’une autorisation préalable pour pouvoir bénéficier de services de ‘fournisseurs’ – qui ne sont donc pas nécessairement des fournisseurs à ‘haut risque’ – intervenant ponctuellement dans la gestion du réseau (article 105, § 2, 3^o, en projet) ;

– l’obligation de disposer d’une autorisation préalable en cas de mise à jour d’un logiciel ou d’un dispositif matériel relatif à un élément du réseau (article 105, § 2, 4^o, en projet) ;

– la mise en place de restrictions concernant l’utilisation d’éléments de réseau ou de services de ‘fournisseurs à haut risque’ sur l’ensemble du territoire national ou dans des ‘zones sensibles’ de ce territoire encore à déterminer (article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet) ;

– la mise en place de restrictions concernant la ‘localisation des éléments de réseaux ou du fournisseur’ (article 105, § 4, alinéa 1^{er}, 2^o, en projet).

Ces mesures limitent principalement la liberté d’entreprise, la liberté de circulation des marchandises, la liberté de circulation des services et l’usage libre des biens, garantis, selon le cas, par la Constitution, le droit européen et le droit international.

De telles restrictions ne sont admissibles que dans la mesure où elles poursuivent des motifs d’intérêt général, reposent sur des critères objectifs, non discriminatoires et

2.9.4 ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions ».

connus à l'avance, sont appropriées à la réalisation de l'objectif invoqué et sont nécessaires à la poursuite de cet objectif » ².

Compte tenu des règles qu'il contient, spécialement en ses articles 2 et 3, l'arrêté en projet limite également la liberté d'entreprise, la liberté de circulation des marchandises, la liberté de circulation des services, et l'usage libre des biens.

Il convient donc que l'auteur du projet soit en mesure d'établir que les restrictions envisagées, que ce soit par leur objet ou par leurs destinataires, poursuivent des motifs d'intérêt général, reposent sur des critères objectifs, non discriminatoires et connus à l'avance, et enfin, sont appropriées à la réalisation de l'objectif invoqué et sont nécessaires à la poursuite de cet objectif.

2. Par ailleurs, l'arrêté en projet trouve son fondement dans l'article 105, § 8, de la loi du 13 juin 2005, remplacé par la loi du 17 février 2022, qui dispose comme suit :

« Lorsqu'un MNO offre en Belgique des services de communications électroniques à l'aide d'un réseau 5G, les infrastructures de ce réseau doivent se trouver sur le territoire des États membres de l'Union européenne. En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1er, alinéa 1^{er}, et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut fixer les exigences qui découlent de cette obligation.

En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi impose aux MNO visés à l'alinéa 1er les règles nécessaires pour qu'ils effectuent les activités indispensables au fonctionnement, à la sécurité et à la continuité de leur réseau, qu'il détermine, au sein du territoire des États membres de l'Union européenne.

En tenant compte des intérêts visés au paragraphe 1er, alinéa 1er et par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut étendre les règles et exigences visées aux alinéas 1^{er} et 2 aux MVNO et exploitants d'un réseau privé de communications électroniques qui sont soumis aux autorisations visées au paragraphe 1^{er} ».

Il s'ensuit que lorsqu'il met en œuvre les habilitations qui lui sont ainsi conférées par cette disposition, le Roi doit tenir compte des intérêts visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même article, ou, en d'autres termes, des intérêts visés à l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité'.

3. Il résulte des explications données dans le rapport au Roi que l'auteur du projet a été spécialement attentif aux principes rappelés ci-avant, notamment en termes de proportionnalité ³. Son intention est par ailleurs de s'inscrire strictement dans le cadre de la « boîte à outils » commune de mesures d'atténuation sur laquelle les États membres de l'Union européenne se sont mis d'accord pour faire face aux risques en matière de sécurité liés au déploiement de la 5G.

Il n'en demeure pas moins que compte tenu des limites dans lesquelles s'inscrit l'examen de l'arrêté en projet auquel se livre la section de législation, celle-ci ne peut que prendre

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69160.pdf>.

³ Notamment en limitant l'extension du champ d'application des exigences concernées aux seuls « full MVNO » et ainsi qu'aux seules catégories d'« exploitants d'un réseau 5G privé » visés à l'article 1^{er}, 6°.

acte des explications ainsi données, sans être en mesure de vérifier si celles-ci sont toutes exactes et fondées d'un point de vue technique, en particulier.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les articles 1^{er} à 3 de l'arrêté en projet trouvent leur fondement juridique dans l'article 105, § 8, de la loi du 13 juin 2005, remplacé par la loi du 17 février 2022.

L'alinéa 1^{er} sera donc rédigé comme suit :

« Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 105, § 8, remplacé par la loi du 17 février 2022 ; »

2. L'article 4 de l'arrêté en projet trouve son fondement juridique dans l'article 8 de la loi du 17 février 2022.

Un alinéa 2, nouveau, rédigé comme suit, sera donc inséré :

« Vu la loi du 17 février 2022 modifiant diverses dispositions en matière de communications électroniques en vue d'introduire des mesures de sécurité supplémentaires pour la fourniture de services mobiles 5G, l'article 8 ; ».

3. Il ressort des documents transmis par la déléguée de la Ministre que la consultation du Comité interministériel des Télécommunications et de la radiodiffusion et la télévision a eu lieu les 5 et 6 juillet 2022, le Comité de concertation ayant donné son accord sur le texte en projet le 13 juillet 2022.

Les alinéas 5 et 6, devenant 6 et 7, seront complétés en conséquence.

4. L'avis du Conseil d'État sera visé à la suite des formalités obligatoires, mentionnées chronologiquement ⁴.

DISPOSITIF

Article 3

Dans la version française, les mots « à condition que leurs interventions sont suivies » seront remplacées par les mots « à condition que leurs interventions soient suivies ».

*

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De regels die de ontworpen tekst in het vooruitzicht stelt, worden vastgesteld op basis van hoogtechnologische gegevens op het vlak van elektronische communicatie die inzonderheid betrekking hebben op het ontwerp, de aanleg, de invoering, de werking en de follow-up van de 5G-netwerken, en ook op de diensten die dankzij die netwerken worden verleend.

Aangezien de afdeling Wetgeving niet beschikt over specifieke kennis aangaande de uitermate technische en technologische aspecten die het ontwerp voor ogen heeft en aangaande de concrete gegevens die in aanmerking moeten worden genomen, en aangezien ze voorts niet de juridische mogelijkheid heeft daarover een tegensprekelijk debat te organiseren, kan ze alleen maar akte nemen van de gegeven uitleg, maar kan ze zich niet uitspreken over de relevantie en de juridische toelaatbaarheid van alle aspecten van de vast te stellen regels.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft verstrekt, is het de bedoeling van de steller van het ontwerp om, zodra de ontworpen tekst in voorkomend geval is gewijzigd ingevolge het advies van de afdeling Wetgeving, over te gaan tot de kennisgeving in het kader van artikel 2.9 van de Overeenkomst ‘inzake technische handelsbelemmeringen’, opgemaakt te Genève op 12 april 1979, teneinde een definitieve versie van het ontwerp mee te delen.

De steller van het ontwerp moet er dan ook op toezien dat dit vormvereiste volgens de procedure en binnen de termijnen waarin artikel 2.9 voorziet,¹ wordt vervuld voordat het ontworpen besluit wordt vastgesteld.

¹ Dat artikel luidt als volgt:

“2.9 De Leden komen overeen, wanneer op een bepaald gebied geen internationale norm bestaat of de technische inhoud van een voorgesteld technisch voorschrift niet in overeenstemming is met de technische inhoud van de desbetreffende internationale normen en het technisch voorschrift aanzienlijke consequenties kan hebben voor het handelsverkeer van andere Leden:

2.9.1. tijdig en op zodanige wijze dat belanghebbenden in andere Leden daarvan kennis kunnen nemen, een bericht te publiceren waarin zij mededelen dat zij voornemens zijn een bepaald technisch voorschrift in te voeren;

2.9.2. de andere Leden via het Secretariaat mede te delen op welke producten het voorgestelde technisch voorschrift betrekking heeft, met een beknopte omschrijving van het doel en de reden daarvan. Dergelijke kennisgevingen vinden voldoende tijdig plaats, zodat nog wijzigingen kunnen worden ingediend en rekening kan worden gehouden met commentaar;

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In haar advies 69.160/4 van 6 mei 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 17 februari 2022 ‘tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende beveiligingsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten’ - dit is de wet waarbij artikel 105 van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’ is vervangen - heeft de afdeling Wetgeving onder meer het volgende opgemerkt:

“Bij voorliggend voorontwerp worden verschillende beperkingen opgelegd in het kader van de uitrol van de netwerken en de exploitatie van de mobiele technologieën van de vijfde generatie, namelijk:

– de verplichting voor de ‘Mobile Network Operators’ om over een voorafgaande machtiging te beschikken om bepaalde elementen van hun netwerk te mogen gebruiken (ontworpen artikel 105, § 1, eerste lid); het voorontwerp voorziet in de mogelijkheid om die verplichting uit te breiden naar andere categorieën van ondernemingen (ontworpen artikel 105, § 2, 1° en 2°);

– de verplichting om een verzoek om regularisatie in te dienen ingeval bepaalde netwerkelementen van de ‘Mobile Network Operators’ reeds daadwerkelijk gebruikt worden op het ogenblik dat het koninklijk besluit bedoeld in het ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 1°, in werking treedt (ontworpen artikel 105, § 1, vierde lid);

– de verplichting dat het mobiele netwerk van een ‘Mobile Network Operator’ van een latere generatie dan de vierde zich op het grondgebied van de Europese Unie moet bevinden en vanaf dat grondgebied beheerd, geëxploiteerd, geconfigureerd en gemonitord moet worden (ontworpen artikel 105, § 1, vijfde lid); het voorontwerp voorziet in de mogelijkheid om dezelfde verplichting uit te breiden tot andere categorieën van ondernemingen (ontworpen artikel 105, § 2, 5°);

– de mogelijkheid om voor te schrijven dat een voorafgaande machtiging verkregen moet worden om gebruik te kunnen maken van diensten van ‘aanbieders’ – die dus niet noodzakelijk aanbieders zijn die een ‘hoog risico’ vormen – die gericht tussenbeide komen in het beheer van het netwerk (ontworpen artikel 105, § 2, 3°);

– de verplichting om over een voorafgaande machtiging te beschikken in geval van een update van software of hardware met betrekking tot een netwerkelement (ontworpen artikel 105, § 2, 4°);

– het opleggen van beperkingen met betrekking tot het gebruik van netwerkelementen of diensten van ‘leveranciers die een hoog risico vormen’ op heel het nationaal grondgebied of in nog te bepalen ‘gevoelige zones’ van dat grondgebied (ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 1°);

– het opleggen van beperkingen met betrekking tot de ‘lokalisatie van de netwerkelementen of van de leverancier’ (ontworpen artikel 105, § 4, eerste lid, 2°).

Bij die maatregelen worden vooral beperkingen opgelegd aan de vrijheid van ondernemerschap, het vrije verkeer van goederen, het vrij verrichten van diensten en het

2.9.3. de andere Leden op hun verzoek bijzonderheden of de tekst van het voorgestelde technisch voorschrift te doen toekomen en, indien mogelijk, aan te geven op welke punten dit wezenlijk van de desbetreffende internationale normen afwijkt;

2.9.4. de andere Leden, zonder onderscheid, een redelijke termijn toe te staan voor het geven van schriftelijke commentaar, op verzoek van gedachten te wisselen over deze commentaar en rekening te houden met deze commentaar en met het resultaat van de vorengenoemde gedachtewisseling”.

vrije gebruik van goederen, die naargelang het geval door de Grondwet, het Europees recht en het internationaal recht gewaarborgd worden.

Dergelijke beperkingen kunnen slechts aanvaard worden voor zover daaraan redenen van algemeen belang ten grondslag liggen, ze op objectieve, niet-discriminerende en vooraf gekende criteria berusten, ze geschikt zijn om het aangevoerde doel te bereiken en nodig zijn om dat doel na te streven”.²

Gelet op de regels die in het ontworpen besluit, inzonderheid in de artikelen 2 en 3, vervat zijn, beperkt het ontwerp eveneens de vrijheid van ondernemerschap, het vrije verkeer van goederen, het vrij verrichten van diensten en het vrije gebruik van goederen.

De steller van het ontwerp moet dus kunnen aantonen dat de beperkingen die in het vooruitzicht worden gesteld, hetzij door hun inhoud, hetzij door hun adressaten, het algemeen belang nastreven, op objectieve, niet-discriminerende en vooraf gekende criteria berusten, en, ten slotte, geschikt zijn om het aangevoerde doel te bereiken en nodig zijn om dat doel na te streven.

2. Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond voorts aan het bij de wet van 17 februari 2022 vervangen artikel 105, § 8, van de wet van 13 juni 2005, waarin het volgende wordt bepaald:

“Wanneer een MNO in België elektronische-communicatiediensten aanbiedt met behulp van een 5G-netwerk, moeten de infrastructuren van dat netwerk zich bevinden op het grondgebied van de lidstaten van de Europese Unie. Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning de eisen vaststellen die uit die verplichting voortvloeien.

Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, legt de Koning de in het eerste lid bedoelde MNO's de noodzakelijke regels op opdat zij de activiteiten die absoluut noodzakelijk zijn voor de werking, de veiligheid en de continuïteit van hun netwerk, die Hij bepaalt, uitoefenen binnen het grondgebied van de lidstaten van de Europese Unie.

Rekening houdende met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, en bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de Koning de regels en eisen bedoeld in het eerste en tweede lid uitbreiden naar de MVNO's en exploitanten van een privaat elektronische-communicatienetwerk die onderworpen zijn aan de machtigingen bedoeld in paragraaf 1”.

Daaruit volgt dat, wanneer de Koning uitvoering geeft aan de machtigingen die hem aldus bij die bepaling worden verleend, hij rekening moet houden met de belangen bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, van hetzelfde artikel of, anders gezegd, met de belangen bedoeld in artikel 3, § 1, van de wet van 11 december 1998 ‘betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen’.

3. Uit de uitleg die in het verslag aan de Koning wordt gegeven, blijkt dat de steller van het ontwerp bijzondere aandacht heeft geschonken aan de hierboven aangehaalde beginselen,

² <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69160.pdf>.

inzonderheid op het vlak van evenredigheid.³ Daarnaast is het zijn bedoeling zich nauwgezet te houden aan de gemeenschappelijke “toolbox” met risicobeperkende maatregelen waarover de lidstaten van de Europese Unie het eens geworden zijn om het hoofd te bieden aan de veiligheidsrisico's die aan de uitrol van 5G zijn verbonden.

Dat neemt niet weg dat de afdeling Wetgeving, gelet op de grenzen waarbinnen ze het ontworpen besluit onderzoekt, alleen maar akte kan nemen van de aldus gegeven uitleg, maar niet kan nagaan of heel die uitleg, inzonderheid vanuit technisch oogpunt, juist en gegrond is.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De artikelen 1 tot 3 van het ontworpen besluit ontlelen hun rechtsgrond aan het bij de wet van 17 februari 2022 vervangen artikel 105, § 8, van de wet van 13 juni 2005.

Het eerste lid moet dan ook als volgt worden gesteld:

“Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 105, § 8, vervangen bij de wet van 17 februari 2022;”.

2. Artikel 4 van het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 8 van de wet van 17 februari 2022.

Er moet dan ook een nieuw tweede lid worden ingevoegd dat als volgt luidt:

“Gelet op de wet van 17 februari 2022 tot wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie met het oog op de invoering van bijkomende beveiligingsmaatregelen voor de verstrekking van mobiele 5G-diensten, artikel 8;”.

3. Uit de stukken die de gemachtigde van de minister heeft overgezonden, blijkt dat de raadpleging van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie op 5 en 6 juli 2022 werd gehouden, en dat het Overlegcomité zijn goedkeuring aan de ontworpen tekst heeft gehecht op 13 juli 2022.

Het vijfde en het zesde lid, die het zesde en het zevende lid worden, moeten dienovereenkomstig worden aangevuld.

4. Het advies van de Raad van State moet worden vermeld na de verplichte vormvereisten, die in chronologische volgorde moeten worden weergegeven.⁴

³ Meer bepaald door de uitbreiding van het toepassingsgebied van de betreffende vereisten te beperken tot louter de “full MVNO's” en zo tot louter de categorieën van “exploitanten van een privaat 5G-netwerk” bedoeld in artikel 1, 6°.

⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

DISPOSITIEFArtikel 3

In de Franse tekst moeten de woorden “à condition que leurs interventions sont suivies” worden vervangen door de woorden “à condition que leurs interventions soient suivies”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET